

<b>1982</b>	<b>Source :</b> <b><i>Points critiques</i></b> <b>N° 11 - avril 1982</b>
-------------	--

## **Peut-on être encore antisioniste ?**

### **Débat entre Henri Goldman & Marcel Liebman**

*A **Points critiques**, que pense-t-on du sionisme ? En gros, on y est plutôt hostile. Antisionistes ? Certains d'entre nous le revendiquent, mais pas tous. L'affaire n'est pas si simple, et ses données se modifient au fil du temps. Les vérités d'hier ne sont pas obligatoirement celles d'aujourd'hui. Deux d'entre nous lancent ici un débat. Tous deux antisionistes, ils s'interrogent : peut-on encore l'être aujourd'hui ? Et leurs conclusions ne sont pas les mêmes.*

### **Non, mais...**

**par Henri Goldman.**

Le mardi 9 février, Maxime Rodinson parlait à la tribune de l'UPJB (Union des Progressistes Juifs de Belgique). Sa conférence provoqua chez Charles Taman, critique à *Regards*, un étonnement favorable : il était donc possible d'être antisioniste et de se révéler homme de réalisme et de dialogue.

Une réhabilitation de l'antisionisme ? Il ne s'agit pas de ça. Mais simplement d'enfin prendre en compte une réalité : un antisioniste n'est pas un antisémite par définition. Plus : Rodinson a témoigné qu'à partir d'un antisionisme motivé et argumenté, on peut dessiner pour l'avenir des perspectives fort proches de celles qu'esquissent une frange courageuse d'Israéliens progressistes qui se disent pourtant sionistes. Le constat est réjouissant : il fonde l'espoir d'une convergence possible entre ceux qui se veulent aux côtés du peuple palestinien considéré comme victime de la colonisation juive au Moyen-Orient et ceux qui privilégient leurs liens avec l'Etat d'Israël, aboutissement, selon eux, du mouvement juif de libération nationale.

Dès lors, l'opposition sionisme/antisionisme est-elle encore tout fait pertinente aujourd'hui ? Autrement dit : ces deux professions de foi ont-elles encore un sens actuel ? A l'intérieur du monde sioniste israélien, peu d'hommes se sont risqués à la question. C'est que le sionisme y est devenu synonyme de patriotisme, et on sait comment l'état de guerre exalte ce type de valeurs au point qu'il faille un grand courage pour s'en démarquer. Chez Nahum Goldman, on sent effectivement un détachement par

rapport au sionisme militant d'aujourd'hui, mais cela reste implicite. La rupture est par contre consommée chez Uri Avnery pour qui le sionisme, quels qu'aient pu être ses mérites anciens, est aujourd'hui historiquement dépassé. Cette démarche reste très minoritaire, et plus nombreux sont ceux qui préfèrent, dans leur quête d'une fraternisation israélo-palestinienne, faire référence à un sionisme purifié et quelque peu mythique.

## Un sionisme homéopathique

Depuis quelque temps, je suis tenté par une mise à jour du même type, mais de l'autre côté. Il est toujours bon de refaire périodiquement le point de ses convictions, histoire de vérifier si elles sont toujours valides. Alors, pourquoi suis-je antisioniste ?

1. Parce que, en tant qu'affaire intérieure aux populations juives, le sionisme les a envoyées sur une voie de garage au lieu de les mobiliser dans les combats qui se menaient sur place, là où elles vivaient. Le Bund et les communistes juifs d'avant-guerre étaient antisionistes de cette manière. Mais le sionisme qu'ils combattaient est bien mort. Hormis l'URSS (et encore, il faudrait sérieusement nuancer), il n'y a plus aucun courant d'émigration de masse vers Israël. En diaspora, le sionisme (au sens originel du terme) est devenu un phénomène marginal et en régression. N'agissant plus qu'à dose homéopathique, le mouvement de l'Alyah a cessé d'être un phénomène social pour se ramener à une somme de cas individuels, à l'égard desquels une contre-propagande antisioniste à l'ancienne serait tout à fait en porte-à-faux.

2. Parce que la colonisation sioniste de la Palestine et sa réalisation, l'Etat d'Israël, se sont faites au prix du malheur du peuple palestinien chassé de sa terre. En effet. Mais peut-on revenir en arrière, effacer ce qui a été réalisé injustement, et jusqu'où ? Ce n'est pas si simple. A l'époque où, dans la gauche anti-impérialiste, on criait « Palestine-Vietnam, même combat ! », nous étions quelques-uns à relever des réalités qui compliquaient le diagnostic. Bien sûr, l'Etat d'Israël était, selon l'expression de Rodinson, un fait colonial. Mais à l'intérieur de ses frontières s'était constituée une nouvelle nation, avec une culture propre et tout la panoplie des classes sociales. Cette nation, qu'on ne pouvait réduire à une poignée de colonialistes, il fallait lui proposer un cadre acceptable, ce que ne faisait pas la fameuse formule de l'OLP de l'Etat laïc et démocratique (bien que dans le cadre du Moyen-Orient arabe, c'était déjà très avancé). Et nous rêvions des Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient.

Ce rêve-là m'est passé. Il relevait sans doute de ce réflexe tenace qui consiste à tout renvoyer aux lendemains qui chantent d'après la révolution. Et en attendant ? En attendant, la réalité pèse et pour la faire bouger, il n'y a souvent que des compromis réalistes qui sont des points de passage obligés de l'évolution et des objectifs intermédiaires accessibles pour l'action.

Alors, pour la nation juive israélienne, il fallait être plus précis. Elle a, comme toute nation, le droit imprescriptible à s'autodéterminer. Qui peut douter aujourd'hui que l'exercice de ce droit puisse déboucher sur autre chose qu'une forme étatique ? Et qu'elle s'appelle, selon le vœu de ses habitants, Israël ? D'où la thèse des « deux Etats » qu'il m'a fallu un certain temps à accepter.

### « Désionisation » ?

Ce qui n'empêche pas des critiques de fond de rester pertinentes. L'Etat d'Israël a un certain nombre de structures qui découlent directement de son principe fondateur, le sionisme, et qui sont inacceptables. Ainsi, la loi du retour et sa logique discriminatoire. Nous préférierions que cet Etat devienne réellement l'Etat démocratique de ses habitants, tenant compte de sa forte minorité arabe et lui accordant une pleine citoyenneté individuelle et collective. Dans ce sens-là, nous souhaiterions qu'il se « désionise ».

Mais attention : prenons bien la mesure de ce souhait. Les discriminations qui découlent de la matrice sioniste de l'Etat d'Israël telles qu'elles sont résumées dans ses textes légaux et sa pratique administrative sont-elles pires que celles qui existent dans certains Etats des Etats-Unis, ou qu'en Iran (domination des Persans sur les Kurdes, les Baloutches, les Arabes ... ), que dans nombre d'Etats d'Amérique latine (attitude à l'égard des Indiens), qu'en Turquie (Arméniens, Kurdes), qu'en Afrique Noire (ethnies dominantes et dominées) ? Sans doute, dans ces pays, la discrimination n'a pas, comme en Israël, de base légale. Il n'empêche qu'elle est intimement imbriquée dans leurs structures. Or, dans aucun cas, la lutte contre la discrimination ne remet en cause la légitimité de l'Etat qui la pratique. C'est que, sauf sans doute l'Afrique du Sud, aucun Etat ne se réduit à des pratiques discriminatoires.

Voilà pourquoi l'expression de « désionisation » d'Israël est ambiguë. Elle peut tout aussi bien passer pour la forme diplomatique de « destruction des structures de l'Etat d'Israël », expression qui n'est elle-même que le substitut édulcoré du brutal « destruction de l'Etat d'Israël » dont les implications n'échappent à personne.

Faut-il alors se contenter de lutter contre ces liens privilégiés entre Israël et la diaspora qui sont la forme contemporaine et affadie du sionisme ? La question est tout à fait accessoire. Ces liens sont à la fois affectifs et politiques. En tant qu'ils sont affectifs, on connaît leur raison d'être, on l'admet et on la comprend. En tant qu'ils sont politiques, c'est une question de contenu. Les antisionistes eux-mêmes, à leur manière, assument de tels liens. Quant au mouvement sioniste, il doit être combattu pour la politique répréhensible qu'il sert, tout en nuancant fortement la critique pour certaines de ses composantes minoritaires. Pour apprécier ces nuances, l'approche « antisioniste » se révèle largement inopérante et passe à côté de l'essentiel.

## La fermeté n'est pas une affaire d'étiquette

L'essentiel ? C'est de juger avec fermeté la politique d'un Etat particulier et de ses gouvernements successifs. De lutter contre les annexions, la logique de guerre et la politique de force, et pour que justice soit rendue au peuple palestinien. Il n'est pas obligatoire pour cela de faire découler toutes ces dénonciations d'un antisionisme originel. L'annexionnisme israélien doit être combattu comme tous les annexionnismes (l'histoire n'en manque pas) et selon les mêmes critères. Idem pour l'arrogance militaire, le cléricalisme, le racisme<sup>1</sup>. D'autant plus que ce combat, pour aboutir, doit impliquer une part importante des masses juives d'Israël, pour qui le sionisme (ce qu'elles nomment ainsi) est une partie indissociable de leur conscience nationale. Exiger qu'elles s'en détournent préalablement et faire de l'antisionisme le critère pertinent pour délimiter les camps en Israël est de ce point de vue une démarche vouée à l'échec perpétuel.

Et puis, ne le cachons pas, il y a autre chose. A côté de l'antisionisme d'un Rodinson, il y en a d'autres nettement plus malodorants. C'est vrai que, dans certains cas (en URSS, en Pologne, dans une frange de l'extrême-droite), l'antisionisme est un euphémisme transparent. Dans le monde arabe, et malgré l'admirable effort de clarté de l'OLP (dont on n'imagine pas ici le courage), il reste beaucoup de choses troubles. Ainsi, je suis toujours agacé par l'obsession de certains milieux à ne parler que de l'« entité sioniste » comme s'il fallait conjurer l'existence d'un Etat diabolique en refusant d'en prononcer même le nom. Et, malheureusement, l'antisionisme dominant d'aujourd'hui est plutôt de ce genre douteux. Ce n'est pas comme la démocratie de Mobutu ou le socialisme de Jaruzelsky : il y a suffisamment de démocrates ou de socialistes d'un autre genre pour témoigner que la démocratie ou le socialisme puissent être effectivement autre chose. Tandis qu'afficher son antisionisme impose aujourd'hui de faire des périlleuses mises au point sous peine d'être mal compris. Le jeu en vaut-il la chandelle ?

Je crois que non. Alors, peut-on encore se définir comme antisioniste aujourd'hui ? Pour ma part, sans rien renier de mon jugement sur le passé et le présent, j'y renonce. Et si on me pose la question, je répondrai : qu'entendez-vous par là ?

---

<sup>1</sup> Ainsi, le sionisme n'est pas plus une forme de racisme que, par exemple, le capitalisme. Tous deux ont abouti, par leur logique interne, à du racisme. Mais il n'en résulte pas qu'ils s'y réduisent, ni même que le racisme leur soit « consubstantiel ».

## Oui, car...

### Marcel Liebman

Même lorsque je rejette leurs thèses, j'ai toujours eu un faible pour les « révisionnistes »<sup>2</sup>. Dénoncés comme « liquidateurs » et comme « traîtres », ils ont rempli une fonction utile : la remise en cause des idées reçues et qui se figent en dogmes. On leur a trop souvent répondu par l'invective. C'est un travers auquel je ne risque pas de céder. Devant un beau cas de micro-révisionnisme, je commencerai par remercier son auteur de sa démarche. Il y a longtemps, trop longtemps, qu'on se contente de resservir des étiquettes sans se demander ce qu'elles recouvrent encore. Les années passent, les situations se transforment, des secousses ébranlent les continents, mais les étiquettes demeurent, égales à elles-mêmes, que les fétichistes vénèrent et que les prudents ménagent. Merci donc à Goldman pour son interpellation irrévérencieuse. Elle mérite notre reconnaissance, à nous antisionistes. Notre gratitude plutôt que notre adhésion.

### Sionisme et ethnocentrisme

Je ne sais pas si, en général, la fidélité est une vertu. Je crois qu'en politique, elle est un piège. Point n'est besoin de se demander s'il faut demeurer fidèle au socialisme, au féminisme ou à l'antisionisme. Cela n'a aucun sens. La question est autre : ces diverses options sont-elles toujours *pertinentes* ? En ce qui concerne l'opposition sionisme-antisionisme, Goldman estime que ce dernier est dépassé. Ses arguments ne me semblent pas convaincants. Et ce n'est pas une question de principes qui nous divise. L'accord entre nous se fera aisément - en fait, il *existe*, et, je crois, sans réserve - sur le rejet du chauvinisme et de l'oppression nationale. Cet accord n'est pas seulement général et abstrait. Il est concret et précis. Pas plus lui que moi n'entendons ni privilégier ni ménager le chauvinisme israélien (ou juif) ou l'oppression qu'Israël fait subir aux Palestiniens. D'autre part et comme il le dit à juste titre, l'Etat hébreu n'a pas le monopole du racisme. Il s'en faut de beaucoup, même si certaines structures matérielles et certains soubassements idéologiques *impliquent* de sa part des pratiques racistes. Mais l'« anti-israélisme » systématique et l'antisionisme peuvent dissimuler un chauvinisme à rebours. A vouloir, comme cela arrive quelquefois, voir dans la politique israélienne et les manoeuvres sionistes la source de tous les maux dont souffre le monde d'aujourd'hui<sup>3</sup>,

---

<sup>2</sup> Je ne parle pas ici des « révisionnistes » sionistes à la Jabotinsky, mais du révisionnisme tel qu'on le dépeint dans le mouvement socialiste : remise en cause du marxisme.

<sup>3</sup> Ainsi certains Arabes s'imaginent, de très bonne foi, que ce sont les sionistes, de Pologne et d'ailleurs, qui ont manipulé « Solidarité » !

on tombe dans une idéologie obsessionnelle tout à fait mystificatrice et, pour tout dire, absurde.

Que le sionisme ait, dans sa réalité, subi des modifications ne saurait pas davantage être nié. Sans enthousiasme il est vrai, il s'accommode aujourd'hui de compromis qui l'éloignent de ses objectifs originaux. En particulier, il se résigne à voir dans beaucoup des Juifs des « compagnons de route » honorables même s'ils refusent de prendre le chemin d'Eretz-Israël. Qu'il faille tenir compte de cet infléchissement dans la définition que l'on donne du sionisme contemporain, cela va de soi. Mais au-delà de ces modifications, comment ne pas apercevoir que le sionisme demeure le principal mode de cristallisation du nationalisme juif, y compris sous la forme d'un particularisme extrême et d'un extrême ethnocentrisme ? Certes, on ne vous fait plus nécessairement obligation de participer à l'Alyah. Mais, par le biais de l'attachement inconditionnel à l'Etat israélien, présenté comme un corollaire obligé de la judéité, une entreprise se poursuit dont on peut ainsi cerner les contours : l'insistance continue sur une solidarité fondamentalement juive, la mise en perspective de tout le reste, ravalé au rang de l'accessoire et, quelquefois, du dérisoire. C'est le « lobby » (ou, si le mot choque - Dieu sait pourquoi -) l'opinion judéo-sioniste française qui entendait sanctionner Giscard sur la seule base de sa politique au Moyen-Orient. C'est plus près la pratique excommunicatrice du CCOJB (Comité de coordination des organisations juives de Belgique) qui rejette de son rassemblement, décrété (évidemment) pluraliste, tout groupe qu'il juge d'une fidélité douteuse ou insuffisante envers l'Etat d'Israël.

### **Les sionistes de gauche**

De ce point de vue, l'idéologie sioniste, y compris dans sa version amendée, demeure nocive : comme injonction comminatoire d'allégeance politique, comme source de particularisme renforcé et comme pratique favorisant, dans les faits, les forces de conservatisme social (ne nous divisons sur rien puisque la judéité - ou le judaïsme, ou l'amour d'Israël - nous unit et que c'est là l'essentiel !). Si donc la définition historique et maximaliste du sionisme (volonté de résoudre la « question juive » ou de réaliser l'« émancipation nationale du peuple juif » par le rassemblement des « exilés » dans un Etat hébreu) pouvait être jugée dépassée - ce qui n'est pas admis par tout le monde d'ailleurs -, son interprétation révisée soulève, elle aussi, des objections essentielles.

Encore n'ai-je envisagé ici le sionisme que du point de vue juif. Comme personne ne songera à tenir pour négligeables les effets qu'il a produit et continue de produire dans le monde arabe, j'ajouterai que la politique anti-arabe, et singulièrement anti-palestinienne, pratiquée par *tous* les gouvernements israéliens n'est pas étrangère au type de légitimation que lui confère le sionisme. Priorité, en toutes matières, aux

prétentions nationales *juives*, obstination à faire d'Israël un Etat *juif* fondamentalement différent de l'environnement oriental et donc lié à l'Occident, refus absolu de prendre en compte le droit des Palestiniens à une partie de la « terre biblique », voilà quelques-unes des manifestations concrètes du sionisme de toujours, d'hier et d'aujourd'hui.

Que, pour toutes ces raisons, on me juge plus rigoureux que Goldman, ou plus rigide, soit. Je ne crois pas cependant qu'on puisse me faire le reproche de sectarisme. Comme lui et autant que lui, je considère, par exemple, qu'on ne peut présenter le rejet ou même la critique du sionisme comme un préalable au dialogue israélo-palestinien. Certes, l'idéologie sioniste ne favorise pas la prise de conscience des droits palestiniens. Mais si des sionistes prennent conscience de ces droits (nationaux) et, mieux encore, luttent pour leur réalisation, il serait moralement injuste et politiquement stupide de récuser leur engagement. A supposer même que leur choix recèle quelque contradiction, à quoi cela rimerait de leur en faire le reproche ? Ce n'est pas à un débat intellectuel qu'on les invite mais à une lutte politique où ils ont leur place autant que quiconque. Et, pour ce qui est du courage, ils pourraient donner quelques leçons à certains de leurs détracteurs.

### **Contre les dogmatismes**

La position antisioniste n'est pas intellectuellement confortable. Il y a, d'un côté, ceux qui nous traitent de renégats et qui, évidemment, refusent avec nous toute forme de dialogue : cet exclusivisme a pour eux l'immense avantage d'offrir à leur crainte du débat et de la confrontation d'idées les apparences de la pureté patriotique. D'un autre côté il y a des antisionistes avec lesquels nous ne saurions faire bon ménage. Tous ceux, d'abord, qui camouflent leur haine des Juifs en une haine d'Israël. Ils sont moins nombreux qu'on veut nous le faire croire, mais cela ne nous incite pas à plus de complaisance à leur égard. En fait nous n'avons rien en commun avec ces gens-là (ne fut-ce que parce que nous n'éprouvons *aucune* haine envers le peuple israélien). Il y a, ensuite, ceux, parmi les Arabes, qui, par antisionisme, exigent des Israéliens l'abandon de leur identité nationale. Venant des victimes du sionisme, cette attitude est compréhensible. Elle n'en est pas moins irréaliste et recèle, par ailleurs, une incompréhension dangereuse des droits nationaux du peuple israélien

Finalement, il y a, dans le débat israélo-arabe, et de manière générale, tant d'approximations grossières, d'exclusives fanatiques, de passions, de malentendus et d'ignorance - et qu'il soit bien entendu qu'aucun des camps en présence n'en a le monopole - que le choix de la clarté politique et de la rigueur intellectuelle constitue, en soi, une espèce de gageure. Depuis des années, nous la tenons. Ce choix ne garantit pas la popularité à ceux qui l'ont fait. Il ne leur garantit pas davantage d'avoir raison.

C'est d'ailleurs pourquoi le questionnement d'Henri Goldman est plus qu'utile : nécessaire. Même si, antisioniste, je signe, à ce titre, et je persiste, je le rejoins dans mon rejet de tout dogmatisme. Le dogmatisme antisioniste, cela existe. Je l'ai souvent rencontré (et combattu). Mais le chauvinisme judéo-israélien, cela existe aussi. Le sionisme, même revu et corrigé, en est la principale composante. Comment, dès lors renoncer à sa critique ?